Sebastian Roché

Quels sont les défis de la surveillance et de la sécurité en milieu urbain ?

La police est un ensemble de forces qui exercent des missions qui leur sont confiées par l'autorité politique. Les citoyens sont pris en compte à travers le système politique, qui doit aussi piloter les forces de police. La sécurité est assurée si les aspirations des citoyens sont prises en compte et pas si on leur impose un "ordre policier" pour garantir les intérêts des gouvernants. C'est le lien qui les unit (système politique - système de

police) qui est essentiel à comprendre. Et ce lien, étudié en détail est très différent d'un pays à l'autre. En France, il s'agit d'abord d'un échange politique entre les organisations professionnelles et les détenteurs du pouvoir central. Les citoyens ne sont pas, tant s'en faut, au premier plan de cet échange.

Tous les régimes ont des polices. Ils portent des uniformes, utilisent les armes, arrêtent des personnes, font régner une loi. Toutes les démocraties ont des polices. La question pratique est donc de savoir non pas comment se débarrasser de la police, mais plutôt quoi en faire, comment la faire évoluer, suivant quels principes. Dans les systèmes démocratiques occidentaux, la police évolue lentement pour, d'une part, être pilotée par les élus, et, d'autre part, en rendant un véritable service. Une police moderne est une police qui sert les citoyens. Servir les citoyens suppose d'être capable d'écouter leurs demandes, et, mieux, d'institutionnaliser les relations avec les citoyens et l'obligation de les prendre en compte.

Dans le cas français, le principal défi pour la ville, puisque tel est le sujet qui nous occupe, n'est pas lié aux niveaux de ressources ou aux outils utilisés dans les forces, mais à sa propre absence d'existence institutionnelle dans la gouvernance locale de la police. De plus, dans les pays européens, les policiers sont bien formés et bien payés, les organisations ne sont pas frappées par des dysfonctionnements internes majeurs et récurrents. Les forces demandent plus de moyens pour elles, comme toute organisation. Mais le problème central n'est pas là : il est dans le contrôle de ce qui est produit par les organismes policiers.

Le défi en France porte sur la prise en compte des aspirations des populations dans la détermination des politiques policières et l'égal accès aux services de police et de gendarmerie, et enfin l'équité devant les personnels ("biais ethnique"). Le système politique sur lequel est "accroché" le système de police centralisé n'est en effet pas organisé pour répartir justement les ressources entre villes, pour un pilotage local qui écoute les clients et usagers. Enfin il ne s'est toujours pas doté des outils nécessaires pour réguler la nécessaire équité face aux agents. C'est un autre point essentiel : l'égalité formelle promise par la constitution doit être tournée en égalité réelle, et donc, pratiquement, cela signifie que ceux qui ordonnent l'action de la police aient le moyen de la piloter. C'est le sens du débat actuel sur les contrôles d'identité et la discrimination au faciès, en France, mais aussi ailleurs en Europe.

Prendre en compte les aspirations des habitants, oui mais comment ? Les liens entre citoyens et police sont très ténus, très médiatisés en France et dans les pays d'Europe continentale. C'est cette faiblesse qui pousse les Britanniques à penser faire élire les chefs de police. Au plan local, le système politique français reste structuré par les municipalités, héritage du morcellement historique de la France et les villes n'existent

encore guère, et pas du tout en matière de police : les agglomérations n'ont pas de rôle dans la gouvernance locale de la sécurité. Les institutions ne se sont pas adaptées. Un exemple : la juste répartition des moyens ne peut se faire qu'à une échelle supra communale, tout système municipal est par définition inégal. Le système de police français est techniquement développé, mais il est politiquement daté. Il repose, d'une part, sur une double centralisation (par le préfet et le commissaire) conçue pour faire des polices des instruments du pouvoir national et pas pour servir les citoyens localement et, d'autre part, sur le maire qui gère une commune trop petite pour faire sens à l'époque des métropoles ou des métapoles.